

Ce document est un programme électoral pour la candidature pour la 3ème circonscription à l'élection législative française 2012. Trois mots-clés : Innovation. Emploi. Bien-Être

La création d'emplois est un défi majeur aujourd'hui. J'ai travaillé de nombreuses années dans les industries aéronautiques et de la high-tech. J'ai également conseillé des start-up, des entreprises du CAC 40 et du Nasdaq sur leurs projets. Mes idées sont pragmatiques. L'innovation est une des clés pour créer des emplois. Je ne suis pas pour la création de nouvelles taxes. L'innovation, la création d'emplois permettront l'amélioration du bien-être (santé, éducation, choix de la mobilité). La question est combien de temps cela prendra. Avec votre soutien, nous pouvons accélérer le mouvement.

### 1. Non à un nouvel impôt pour les citoyens français vivant à l'étranger

L'UMP et PS proposent une nouvelle taxe pour les Français de l'étranger en plus des impôts qu'ils paient dans le pays où ils vivent.

Je suis fermement contre cette mesure, et si je suis élue je me battrai contre l'adoption de cette loi. En ma qualité d'avocat, j'ai des arguments juridiques contre tout projet de loi visant à taxer les citoyens français qui vivent à l'étranger.

### 2. Pour la création d'emploi, pour l'innovation

Il faut trouver des idées pour créer des emplois. Beaucoup de ces emplois sont liés à l'innovation. Nous avons besoin d'augmenter le financement de R & D en Europe, ainsi que le nombre chercheurs français dans la coopération à l'étranger. Le problème est en particulier de trouver des sources de financement à l'heure où les gouvernements européens parlent de réduction de déficit public.

Je propose d'ouvrir les portes de la R & D à l'investissement privé, en particulier des micro-investissements réalisés par les citoyens : tout personne pourra investir dans un projet innovant de son choix et obtenir un retour sur investissement sous forme de royalties ou des dividendes. Ce mécanisme fournira une compensation financière pour les investisseurs et créera des emplois pour les chercheurs dans des secteurs de pointe.

Ce mécanisme comprend les éléments suivants:

- Les centres de recherche en R & D seront ouverts à des fonds du secteur privé, en plus au financement du secteur public.
- Les projets individuels dans les laboratoires universitaires seront identifiables afin de recevoir des fonds auprès d'investisseurs, petits et grands.
- Création de centres d'excellence co-financés par l'État pour encourager l'innovation, avec promotion de la protection des idées par les brevets, pour les étudiants français et autres européens, les chercheurs et les investisseurs.
- Inculquer la coopération dans la R&D entre les États membres de l'UE, les entreprises et les universités.
- Augmentation des ressources axés sur la recherche, afin de rendre l'Europe un leader mondial dans l'espace, l'aéronautique, les énergies renouvelables, les nanotechnologies, la médecine et de l'eau.

### 3. Créer un centre d'affaires français à Londres

Les connaissances et les réseaux des citoyens français basés à Londres sont la clé pour développer des marchés en Amérique du Nord et dans les pays du Commonwealth.

Un centre d'affaires de Londres devrait être créé, où les gens d'affaires et des entrepreneurs français pourraient se rencontrer et avoir accès à des vidéo-conférences, des traducteurs, des conseillers en stratégie, avocats, comptables, des web designers. Un centre d'affaires à Londres pourrait ouvrir la porte aux marchés nord-américains et des pays du Commonwealth (Australie) pour les entreprises françaises, sans qu'il ne soit nécessaire d'avoir un bureau dans ces pays.

Ubifrance devrait organiser davantage de réunions pour le développement du marché nord-américain et des pays du Commonwealth, à Londres et non pas seulement à Paris.

### 4. Plus d'éducation française à l'étranger

Il est nécessaire d'établir une éducation gratuite dans les écoles françaises pour toutes les années d'études pour les enfants des citoyens français à l'étranger, comme cela serait le cas en France si ces Français vivaient en France. Les Français de l'étranger sont une extension vitale pour l'économie et la culture françaises : ils sont les ambassadeurs de la culture et contribuent au développement des entreprises françaises à l'étranger. La langue française est un vecteur fondamental de cette culture et du développement des affaires à l'étranger. Il est aussi nécessaire que les Français à l'étranger aient la possibilité de réintégrer leurs enfants facilement dans le système scolaire français s'ils souhaitent revenir en France. Il y aura davantage de mobilité à travers le monde pour les Français de l'étranger s'ils savent que leurs enfants peuvent bénéficier d'un enseignement « à la française » à tout moment.

Il est nécessaire aussi de créer de nouvelles écoles, de nouveaux lycées à l'étranger notamment à Londres par exemple qui l'équivalent d'une grande ville française en nombre de ressortissants français.

### 5. Aider les femmes d'affaires

Il est temps d'agir concrètement pour les femmes d'affaires. Les femmes ne sont pas suffisamment représentées dans les hauts postes et dans ceux de « middle management » dans les entreprises.

En plus de cela, même après les lois ont été adoptées pour l'égalité, leurs salaires sont encore nettement plus faibles que ceux de leurs homologues masculins et ce même si elles sont plus nombreuses que les hommes à être diplômées de l'Université.

Nous devons soutenir et encourager la mise en place de politiques qui garantissent qu'une proportion équitable des femmes françaises vivant à l'étranger, soient incluses dans les conseils d'administration, ainsi que dans les postes de haut niveau et du « middle management ».

Par ailleurs, beaucoup de femmes françaises créent leur propre entreprise. Ce doit être encouragé, en particulier pour les femmes dirigeant des entreprises tout en vivant à l'étranger.

#### 6. Aide d'urgence pour les Français à l'étranger

Des aides financières d'urgence devraient être mises à disposition pour aider les citoyens français qui résident dans des pays en crise économique. Cette aide peut être ponctuelle afin d'éviter un retour en catastrophe en France.

#### 7. Transparence du secteur public français et réduction du déficit public

La transparence doit être la valeur principale du gouvernement et de l'administration publique française. Les citoyens français doivent savoir comment l'argent public est dépensé de sorte qu'il puisse être contrôlé.

Il est nécessaire de promouvoir une transparence en politique en utilisant l'Internet et en créant un canal de communication par lequel les citoyens français en particulier ceux qui vivent à l'étranger, peuvent faire des suggestions.

En outre, il est nécessaire d'étendre la lutte anti-corruption à la politique et à l'administration publique. Les politiciens condamnés pour corruption ne devraient plus pouvoir occuper un poste public.

Les élus publics devraient être rémunérés en fonction de ce qu'ils ont effectivement apporté et non pour leurs promesses. Leurs salaires et les primes devraient être fondées sur leurs efforts et leurs résultats. En outre, limiter le cumul des mandats publics permettrait d'accroître l'efficacité du mandat.

Le nombre de ministres et de députés français devrait être réduit, afin de réduire le déficit public. Il est urgent de limiter le montant des ressources publiques gaspillées par trop de ministres et de ministères, trop de députés. Au lieu d'augmenter taxer davantage les français et surtout les français de l'étranger, il faut commencer par réduire les hauts postes au gouvernement, dans les assemblées.

#### 8. Plus d'emplois en instaurant la confiance dans le travail

La crise économique est due également à une crise de la confiance dans le modèle de l'entreprise. En construisant la confiance au sein de l'entreprise, on améliore la motivation des salariés, la productivité et la société dans son ensemble. Pour reconstruire la relation entre les entreprises et les salariés français, les entreprises devraient être encouragées à accroître la participation de leurs employés en qualité d'actionnaires.

Il est également nécessaire que les entreprises négocient des possibilités d'emploi à temps partiel ou congés sabbatiques, au lieu des licenciements. Le licenciement devrait

être la dernière option car elle augmente le déficit public et crée des dommages dans la continuité de la carrière des employés. Les employés de sociétés françaises en détachement à l'étranger devraient bénéficier de ces mesures.

## 9. Coopération européenne pour réduire les déficits publics

Une Europe unie permettra d'accroître notre influence dans le monde et permettra de réduire les déficits publics en évitant que les mêmes recherches soient financées plusieurs fois au sein de l'Europe.

L'Europe a besoin d'avancer vers l'intégration, plus que jamais dans le contexte de cette crise économique. Il est nécessaire de soutenir et d'encourager l'intégration et faciliter davantage la collaboration entre les pays européens.

Par ailleurs une initiative d'une ville ou d'un pays européen devrait être encouragée par d'autres villes/pays européen. Ainsi Madrid est candidate pour les Jeux Olympiques de 2020. C'est la seule ville européenne encore en lice. Madrid 2020 mérite sans équivoque un soutien européen. Les entreprises impliquées dans les Jeux Olympiques de Londres 2012 pourraient vendre leurs connaissances et créer des partenariats pour les Jeux olympiques 2020 de Madrid. Offres d'emploi et opportunités d'investissement vont de pair avec le succès en préparation pour les jeux. Par ailleurs les touristes venus d'Asie ou d'Amérique latine pour visiter Madrid visiteront probablement d'autres villes européennes : Paris, Londres, Rome, Berlin etc. donc nous les Européens pourrions tous profiter de la sélection de Madrid pour les jeux de 2020.

## 10. Réduire les dépenses de santé en maintenant l'excellence

Le renforcement de la coopération à travers l'Europe permettra de réduire les dépenses de santé publique.

Nous devons assurer une couverture de santé efficace pour les citoyens français qui voyagent à travers l'Europe. Le recours aux soins de santé en Europe devrait être aussi facile qu'il l'est en France.

Nous avons besoin d'attirer l'investissement privé dans la recherche universitaire et dans les secteurs comme le cancer, la maladie d'Alzheimer et la longévité. Il ne suffit pas d'attendre pour les dons à partir de disques de charité. Il est nécessaire de créer une structure sociétale où non seulement un investisseur professionnel, mais tout citoyen pourrait investir dans des projets et obtenir un retour sur son investissement.

Dr Anne-Marie Wolfsohn, candidat pour la 3ème circonscription à l'Étranger 2012 (Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, l'Islande)